

violences faites aux femmes

STOP

Dans le monde dans lequel nous vivons, tout est marchandise, même les corps ! Ce qui se prépare en Allemagne, à l'occasion de la coupe du monde de football, donne la nausée : 40 000 femmes "importées" pour satisfaire les désirs "irrépressibles" des supporters ! Comment accepter cette exploitation sexuelle ? Des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent en France et en Europe contre ce scandale.

Depuis février, notre bulletin appelle à signer et faire signer une pétition, que nous irons porter à l'**Ambassade d'Allemagne, mardi 30 mai à 18 heures**, rue Jean Goujon, angle avenue du Général Eisenhower, métro Champs-Élysées Clémenceau.

Le dossier de l'HD des 4-5 mai, démontant les rouages de la prostitution à l'ombre des stades de Berlin, a permis de faire monter d'un cran la protestation. Afin de mener le débat, de faire connaître les propositions du Parti, nous mettons à disposition des militantes et des militants les actes du colloque de 2002 sur cette question.

La lutte que nous menons contre les violences est totalement imbriquée aux luttes contre les inégalités, les discriminations. En effet, les violences à l'égard des femmes sont entretenues par un système de discrimination qui place les femmes dans un statut infériorisé. Toute discrimination ne mène pas nécessairement à la violence. Toutefois, parce qu'elles sont souvent cachées, banalisées, intégrées dans les normes et les pratiques du fonctionnement social, les discriminations envers les femmes sont propices à des manifestations de violence. Elles génèrent des rapports de force et de domination et se traduisent souvent par un sentiment de propriété du corps et de l'esprit des femmes.

Qu'elles soient physiques, psychologiques ou sexuelles, les violences faites aux femmes restent largement reléguées à la sphère privée. Elles sont considérées à tort comme des conflits familiaux qui ne relèvent pas du domaine de la justice, tout est fait pour refuser de les voir. Il en a été beaucoup question lors de la réunion de notre commission samedi dernier. Des femmes en meurent, d'autres survivent en essayant de se reconstruire, il est urgent de sensibiliser l'opinion publique afin qu'une loi cadre soit adoptée l'automne prochain.

Partie prenante de sa rédaction au sein du CNDF (Collectif national droit des femmes), notre parti doit programmer des initiatives pour commencer à en faire connaître les grandes orientations. La Fête de l'Humanité sera une étape de cette mise en commun, de notre volonté de créer les conditions du vote et de l'application d'une loi essentielle pour l'avancée des droits humains.

Laurence Cohen



Éminisme Commu

commission

Droits des femmes/féminisme

MAI 2006

Actu: violences faites aux femmes, prostitution

Prostitution en Allemagne : interview de Laurence Cohen et communiqué d'Alain Bocquet

Page 2

Droit des femmes migrantes : pétition

Page 3

Une jeune femme de 29 ans meurt à Vitry

Page 4

Compte-rendu des Journées d'études 19 et 20 mai 2006 Paris: enjeux de civilisation pour le XXIe siècle "Alternatives, émancipations, communisme"

Page 5

Activité de la commission

Compte-rendu du débat organisé par Le Travailleur alpin, Grenoble, 25 avril 2006

Première réunion bilan et perspectives suite à notre Forum

Page 6

Compte-rendu de la commission nationale réunie ce samedi 20 mai

Page 7

Europe

FSE à Athènes: appel lancé à l'assemblée des femmes

Pages 8-9

Agenda

Page 10

Flash Valenton, lundi 22 mai, interview de Laurence Cohen, responsable départementale du 94

En 2002, l'Allemagne a légalisé la prostitution. Que pensez-vous de ce choix ?

Le PCF se prononce très clairement contre la prostitution et contre toutes formes de traite des êtres humains. La légalisation de la prostitution n'empêche aucunement les trafics, les violences et les contraintes. Réglementer la prostitution, c'est donner des droits aux proxénètes, c'est accepter la domination et l'accès marchand au corps d'autrui. Les arguments conduisant à la légalisation de cette exploitation sexuelle reposent sur le fait que la prostitution serait immuable, et qu'il faudrait donc l'organiser dans les meilleures conditions possibles. De tels arguments étaient utilisés au temps de l'esclavage par celles et ceux qui voulaient le légitimer.

Depuis quelques mois, des milliers de femmes sont déplacées d'Afrique, d'Amérique latine et d'Europe de l'Est en prévision du Mondial afin de "servir sexuellement" les supporters dans les bordels allemands. Que pensez-vous de ces trafics d'êtres humains ?

Je suis femme, je suis communiste, et je ne peux me résigner à l'idée qu'acheter et vendre des corps est une chose normale. Je considère qu'il s'agit de crimes qu'il faut dénoncer et combattre. 85 à 90% des personnes prostituées se trouvent sous le joug d'un proxénète ou d'un réseau de proxénètes. Il faut avoir la volonté politique de combattre les réseaux mafieux internationaux, reconnaître les personnes prostituées comme des victimes qui doivent avoir accès aux droits fondamentaux de la personne humaine, notamment en termes de respect, de soutien, de protection et de soins, d'accompagnement et de formation pour se réinsérer dans la société.

En avril, la FIFA déclarait que "la traite des êtres humains est un dommage collatéral que l'on doit malgré tout accepter". Que vous inspirent de telles réflexions d'une instance internationale comme la FIFA ?

La position de la FIFA est purement scandaleuse. Il n'est pas acceptable de voir banaliser la traite d'êtres humains à des fins de prostitution, sous le prétexte de satisfaire le repos du sportif après l'effort. C'est insupportable pour l'image de l'homme comme pour celle de la femme. Ainsi le corps de cette dernière ne serait que marchandise, tandis que l'homme serait mu

par des instincts incontrôlables qu'il faudrait assouvir. C'est vraiment une conception totalement archaïque de la sexualité humaine! Alors que les gens vont aller à Berlin pour une fête sportive et populaire, un bordel gigantesque est organisé à l'ombre des stades: la machine à prostituer des milliers de femmes est en place. "Du pain et des jeux" disaient les Romains, là, c'est du sexe et du sport. Abject ! Le sport ne gagne aucune lettre de noblesse avec de tels propos et de telles pratiques.

Que pensez-vous de cette association football/prostitution ?

Je n'assimile pour ma part aucune pratique sportive à la prostitution mais cette association est très grave, elle est porteuse de régression sociale. D'autant que le football est l'un des sports les plus populaires dans la population masculine, et notamment parmi les jeunes. Comment construire, à l'école, l'égalité garçons/filles dans le respect mutuel, le partage, la mise en commun face à un système d'exploitation des femmes à des fins mercantiles et machistes, vanté à grand renfort de publicité ?

Quelle est la position de la fédération du Parti communiste du Val de Marne à ce sujet ?

Nous avons immédiatement réagi en signant et en faisant signer la pétition de la Coalition contre la traite des femmes: <http://catwepetition.ouvaton.org>, nous avons participé à la rédaction d'un tract: *Non aux bordels du Mondial* avec les associations féministes, des syndicats, des partis politiques de gauche dans lequel nous appelons, notamment, à un rassemblement le mardi 30 mai à partir de 18 heures, devant l'ambassade d'Allemagne, rue Jean Goujon, angle avenue du Général Eisenhower, métro Champs-Élysées Clémenceau. La mobilisation gagne du terrain, nous ferons tout pour que cette coupe du monde ne soit pas celle de la honte.

Le ministre suédois pour l'égalité des chances a demandé à son équipe nationale de ne pas se rendre au Mondial. Que pensez-vous de cette position ?

Faut-il que l'équipe de France boycotte cette compétition? Je ne le pense pas, mais qu'elle condamne cette exploitation est indispensable. Des joueurs ont condamné le racisme de certains supporters, pourquoi ne pas condamner la marchandisation des corps des femmes et la traite dont elles sont victimes ?

Selon vous, comment devrait réagir la France ?

La France, qui a ratifié les conventions et protocoles contre la prostitution et la traite des êtres humains, doit s'opposer à la promotion de la prostitution pendant la Coupe du monde, demander la fermeture de ces "bordels", ou se retirer de la compétition. Nicole Borvo, et Alain Bocquet, respectivement présidents du groupe communiste et républicain au Sénat et à l'Assemblée nationale, ont interpellé le gouvernement français pour qu'il fasse pression sur les autorités allemandes et l'UE afin qu'elles prennent les mesures qui s'imposent. Des initiatives multiples ont lieu, elles rassemblent des militants politiques, associatifs, des sportives et des sportifs, des citoyennes et des citoyens. C'est indispensable si nous voulons empêcher ce grand marché institutionnalisé de la prostitution.

COUPE DU MONDE 2006

carton rouge au grand marché de la prostitution

Dans moins d'un mois, la coupe du monde de football sera l'événement planétaire suivi par des millions de personnes. On aurait pu et dû s'attendre à une grande fête populaire, fraternelle, qui offre aux spectateurs, et particulièrement à la jeunesse, un exemple de confrontation pacifique et culturelle dans le respect de la dignité humaine. Pourtant, l'organisation d'un grand marché de la prostitution en marge du prochain mondial en Allemagne, non seulement portera atteinte à l'intégrité des femmes contraintes de vendre leur corps, mais contribuera à ternir l'image du sport de haut niveau.

J'ai demandé au gouvernement français d'agir contre cette dérive et d'interpeller les autorités de Berlin et L'Union européenne afin qu'elles prennent les mesures qui s'imposent. J'invite par ailleurs la fédération française de football et l'équipe de France à dénoncer l'exploitation intolérable qui est faite de leur discipline.

Alain Bocquet

président du groupe des député-e-s communistes et républicains, le 11 mai 2006

RÉFORME DU DROIT DES MIGRANT-E-S une attaque sans précédent

**Nous refusons le projet de loi CESEDA
que prépare le gouvernement sur l'immigration !**

La nouvelle réforme du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) conduit à une négation radicale des droits fondamentaux de la personne. Elle restreint encore plus radicalement le droit au séjour pour les familles, les conjoints, les enfants, de toutes celles et ceux qui construisent leur vie en France.

Elle entérine la quasi-disparition de cet outil d'"intégration" qu'était la carte de résident. Elle s'attaque au séjour des malades étrangers.

Si ce projet est adopté, il ne fera pas bon s'aimer entre Français-e-s et étranger-e-s, vouloir vivre avec sa famille ou avoir des enfants. Pour ceux-là, la multiplication sans fin des conditions rendra l'espoir de la régularisation bien vain.

Le projet s'inscrit délibérément dans une perspective utilitariste. Le gouvernement affiche sa volonté d'aller piller les capacités et talents dans le monde. Ne sera "acceptable" que l'étranger perçu comme rentable pour l'économie française. Quant aux autres, ni leur situation personnelle, ni leur situation familiale ne leur conféreront désormais des droits, au point que les régularisations deviendront quasiment impossibles. Ce projet crée une nouvelle catégorie de travailleurs étrangers dont la durée du séjour est limitée au bon vouloir de leur patron. De plus, la suppression du droit à la délivrance d'un titre de séjour, pour les étrangers présents depuis au moins dix ans en France, les condamne à l'irrégularité perpétuelle. Le projet sélectionnera également beaucoup plus l'entrée des étudiants étrangers.

Quant aux étrangers en situation régulière, le droit de vivre en famille devient un exploit : le gouvernement prévoit de durcir les conditions du regroupement familial (ressources, logement, avis du maire sur l'"intégration" de la famille). Il jette la suspicion sur les pères étrangers d'enfants français, qui devront justifier de leur paternité.

À lire le nouveau projet gouvernemental sur l'immigration, pour espérer obtenir et conserver leur titre de séjour les étrangers devront cumulativement être "bien intégrés", bien vus par le maire de leur commune, en bonne entente avec leur conjoint, appréciés par leur patron, disposant d'un bon salaire et d'un grand logement.

Sachant qu'une réforme du droit d'asile devrait largement réduire les conditions d'octroi du statut de réfugié, c'est l'ensemble des droits des étrangers qui est en danger. Il est de la responsabilité de chacun d'entre nous de réagir.

En stigmatisant les étrangers, le gouvernement tente de nous opposer les uns aux autres et il brade les libertés fondamentales.

Nous appelons donc à nous mobiliser contre la réforme CESEDA qui, si elle était adoptée, ferait des étrangers en France, réguliers ou irréguliers, une population de seconde zone, privée de droits, précarisée et livrée pieds et poings liés à l'arbitraire du patronat, de l'administration et du pouvoir.

UNI(E)S CONTRE UNE IMMIGRATION JETABLE

Citoyens et associations qui souhaitez rejoindre cet appel, signez-le de préférence sur le site web : www.contreimmigrationjetable.org

**sinon, envoyez vos signatures (nom/prénom, ville, qualité et mail), par voie postale à
Autremonde, 29 rue Merlin 75011 Paris, ou par fax au 01 43 14 96 85**



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

jeune femme assassinée à Vitry quand “l’amour” tue, ce n’est pas de l’amour !

Les communistes du Val-de-Marne tiennent à exprimer leur tristesse face au meurtre d'une jeune femme de Vitry perpétré par son ami éconduit. Ils tiennent à témoigner leur soutien et de leur solidarité à sa famille, à ses ami-es, à ses proches.

En 2006, aux quatre coins de la planète, quelque soit le milieu social, les violences faites aux femmes défraient encore et toujours l'actualité. Parmi celles-ci, le droit d'aimer est remplacé trop souvent par l'obligation de se soumettre. C'est inacceptable !

Nous vivons dans un monde où la mise en concurrence des individus se retrouve partout, jusqu'à notre intimité.

Nous vivons dans un monde où la violence devient le seul remède que certains croient trouver à toutes les précarités.

Nous vivons dans un monde où les femmes sont dominées, discriminées, n'ont pas les mêmes droits que les hommes.

Nous vivons dans un monde où inégalité et discriminations s'aggravent.

Ça ne peut plus durer !

Les communistes du Val-de-Marne luttent pour une société de justice et d'égalité dont les hommes et les femmes seraient la richesse. Le 21^{ème} siècle ne peut pas être celui où des hommes battent, violent, tuent des femmes.

Aujourd'hui, rien n'est fait pour protéger les victimes de violence, et aider à leur réinsertion. Rien n'est fait pour suivre sérieusement les hommes violents. Il est question de vies humaines. Rien n'est fait pour combattre le patriarcat, toutes les idéologies qui conceptualisent l'infériorité des femmes.

Les communistes travaillent avec de nombreuses associations féministes et progressistes à une Loi-cadre pour prendre des mesures d'urgence, afin de se donner les moyens réels de leur application, et de prendre le mal à la racine ! Cette loi aura besoin d'être portée par chacune et chacun.

Il faut de la prévention et de la sensibilisation ! Car le niveau de civilisation d'une société se mesure à la situation faite aux femmes.

Ivry, le 17 mai 2006

JOURNÉES D'ÉTUDES 19 ET 20 MAI 2006-PARIS enjeux de civilisation pour le XXI^e siècle alternatives, émancipations, communisme

COMPTE-RENDU

Une vingtaine de personnes ont répondu à l'invitation de Lilian Halls-French, Josette Rome-Chastanet, Nicole-Édith Thévenin pour échanger autour de la problématique: Le féminisme comme vecteur de l'émancipation de toutes et tous, introduit par le texte suivant.

« Peut on parler de communisme sans poser la question de l'égalité entre les hommes et les femmes ? Marx disait que le degré de civilisation d'une société se mesurait à la place des femmes dans cette société. Cette pensée est vivante et pleine d'actualité.

L'inégalité de sexe est l'un des fondements universels de l'inégalité sociale et un obstacle majeur au développement des sociétés, le féminisme en luttant pour l'émancipation remet en cause le fonctionnement politique de ces sociétés. Parce qu'il est porteur de l'égalité de tous les êtres humains, des valeurs de démocratie, de justice, le féminisme ne peut se séparer de la lutte des classes (faute de quoi celle-ci reproduit l'idéologie patriarcale).

Le mouvement féministe est une dynamique et une force, pourtant les femmes sont maintenues dans la subordination et restent l'objet de toutes les discriminations. Comment cette situation peut-elle perdurer dans les pays occidentaux dits démocratiques alors que pour la moitié de la population, la démocratie ne fonctionne pas?

Comment expliquer que les choses avancent si peu, comment expliquer l'échec dans ce domaine des partis politiques et des divers mouvements sociaux, y compris ceux qui proclament dans leur programme vouloir lutter pour l'égalité de tous les êtres humains, mais qui cantonnent la "question des femmes" et celles qui s'en occupent dans des commissions spéciales, journées spéciales, conférences spéciales ? Ces ateliers donnent une certaine visibilité à cette question mais servent souvent d'alibi pour justifier son absence des autres thématiques. Le rapport de domination des hommes sur les femmes n'a toujours pas le statut de question politique majeure.

Le mouvement féministe radical des années 70 a marqué un tournant par rapport à l'analyse de la domination patriarcale cependant aucun parti n'a accepté la façon dont le féminisme réinterroge l'ensemble des questions politiques. Dire que le privé est politique, c'est reconnaître que le patriarcat comme système vertèbre tous les autres systèmes, cela n'est jamais discuté dans les partis, l'articulation entre discrimination de classe et de sexe n'est pas plus investiguée. Aucun parti n'intègre la dimension du féminisme comme analyse transversale à toute question de changement social. La lutte contre la domination patriarcale reste essentiellement une affaire de femmes et ne relève pas du "vrai", du "noble" travail politique...

Construire un rapport de forces

Quels moyens et quelles formes d'action mettre en oeuvre pour créer un rapport de forces politique efficace ? Sur quelle base imposer ce rapport de forces ?

Une alternative aux sociétés qui régissent l'organisation capitaliste du monde ne peut se construire sans intégrer pleinement la nécessité d'une rupture radicale quant aux rapports sociaux entre les sexes.

Le mouvement des femmes doit retrouver la radicalité du féminisme en donnant la priorité à des processus politiques de transformation. La lutte contre la domination de sexe n'a de

sens en effet que dans le cadre d'un projet global de remise en cause de toutes les formes d'exploitation.

Comment définir l'articulation entre féminisme et politique ? Le féminisme est le chaînon manquant dans la pensée fondatrice du politique, il doit être l'un des éléments constitutifs de cette refondation. Le féminisme ne constitue pas un "apport" au processus de libération, il est constitutif de toute pensée politique transformatrice, et doit être envisagé comme un moteur de l'émancipation humaine.

La résistance des structures sociales et politiques à intégrer cette "question" doit nous amener à interroger les causes de cette résistance : la forme-parti dans sa structure hiérarchisée, la reproduction de l'idéologie patriarcale par le mouvement ouvrier et les organisations sociales, la résistance des hommes d'autant lorsqu'ils ont un pouvoir, mais aussi des femmes qui, éduquées dans le système patriarcal, contribuent à sa reproduction.

Dés lors, en ce qui concerne les partis communistes, quel travail théorique sérieux est accompli, et quels apports théoriques extérieurs sont intégrés dans la réflexion qu'ils ont à mener sur les questions du féminisme ? Pour l'instant, n'en restons-nous pas à des déclarations d'intention qui pour présager des alternatives pour un communisme du XXI^e siècle devront nécessairement prendre corps. »

Suite à une petite introduction de Lilian Halls French, le débat s'est engagé autour de plusieurs grandes idées qui ne seront que succinctement abordées et qui feront l'objet d'une synthèse dans les mois prochains.

1. Le féminisme est une utopie universelle, qui veut l'abolition de la domination patriarcale.

Des participantes ont insisté sur le constat d'échec des partis politiques à être féministes et ce pour plusieurs raisons : masquage de la domination patriarcale, pas de vrais rapports de force dans ce domaine, le féminisme est une trop grande subversion pour des partis politiques trop englués dans des schémas de pouvoir traditionnel, les partis sont mêmes outils de la reproduction de la domination... Certaines souhaitent la création d'un espace indépendant des partis, d'autres ne le souhaitent pas.

2. L'expression "le féminisme est un communisme" a fait débat: certaines trouvent cela très vrai, d'autres la réfutent.

Le PCF a été interpellé et a été appelé à "comprendre les ruptures féministes", le féminisme se retrouve dans une unité d'oppression des femmes quelle que soit la classe, donc "le féminisme n'est pas un communisme" si pour le communisme le seul fondement est la lutte des classes. Le féminisme est en soi un mouvement politique, c'est une démarche de transformation. Or, l'oppression de sexe est antérieure à toute autre exploitation. Le PCF a donc du mal à intégrer toute la démarche féministe. Il faudrait qu'il prenne la globalité des questionnements de l'émancipation pour être en phase avec les questions féministes.

En conclusion, le féminisme n'est pas un vecteur, mais un fondement de la transformation sociale. Il a été aussi décidé par l'atelier qu'il serait utile d'organiser un colloque européen autour de toutes ces questions pour les enrichir encore. Le débat reste donc ouvert à la réflexion de chacune et de chacun.

Cécile Jacquet

Grenoble, débat du 25 avril autour de la précarité

COMPTE-RENDU

Une soirée de solidarité contre la précarité des femmes et pour déterminer ensemble les luttes indispensables à mener pour faire reculer cette forme d'exploitation.

Procès de la précarité, autour du film de Marcel Trillat et du témoignage de Jacqueline Viola, syndicaliste menacée de licenciement, ces rencontres furent également tournées vers des propositions alternatives pour changer la vie tout de suite. Je suis notamment intervenue dans le débat en ces termes : "L'exploitation capitaliste s'appuie sur l'aliénation des femmes. Aujourd'hui les femmes ne sont pas les égales des hommes, et ce n'est plus supportable. Il y a des batailles à mener pour réaliser une véritable égalité professionnelle. Les lois existent mais elles ne sont pas appliquées. Il faut prendre des mesures, par exemple prendre l'entreprise au porte monnaie, en lui faisant payer cher cette discrimination".

Fort naturellement, féminisme et droits des femmes furent abordés : niveau des salaires, familles mono-parentales, poids des mentalités, machisme, formation, retraites... Guy Stoll revint sur les bases du patriarcat instauré dans notre civilisation, dénonçant la mise en compartiment des individus.

La conclusion de la soirée a été de construire dans un rassemblement large une société libérée des discriminations par la lutte combinée "contre le patriarcat et le libéralisme". Soirée qu'il est possible de programmer dans tous les départements.

Laurence Cohen

Réunion suite du Forum du 3 mars

Seule une association (Mix-cité) et un parti politique (LCR) ont répondu à notre invitation, ce mardi 16 mai, pour venir débattre des suites de notre Forum du 3 mars dernier, nous les en remercions très chaleureusement. De nombreuses associations étaient excusées, nous avons décidé de convenir d'une autre date à l'automne pour continuer le travail commun.

Le bilan de cette initiative paraît plutôt positif. Il ressort de cet échange qu'une initiative "de rue" serait la bienvenue. Le thème et la forme restant en suspens.

Le souci des participantes et participants était de poursuivre cette expérience en faisant un effort de co-élaboration et en prenant garde de ne pas se substituer aux associations féministes qui font un énorme travail de terrain. Chacune et chacun étaient d'accord pour dire que, face au bouillonnement d'idées, aux initiatives multiples, il était nécessaire d'ouvrir des espaces de mise en commun, où la question de l'alternative politique devait être posée. Il apparaissait comme tout aussi important de faire grandir les mobilisations pour faire vivre enfin l'égalité, notamment en matière salariale.

Commission nationale du samedi 20 mai

COMPTE-RENDU

Dix-sept camarades ont participé à la réunion nationale de la commission *Droits des femmes/féminisme*. Beaucoup d'excusées en raison d'initiatives dans leurs départements. Trois nouvelles responsables départementales sont venues pour une première fois, beaucoup de renouvellement dans notre commission. Après une introduction de Laurence Cohen pointant les enjeux de la situation politique, les batailles à mener, les initiatives à prendre, la discussion s'est engagée autour de 3 grosses questions :

- PCF, parité, péminisme, quels enjeux aujourd'hui?
- violences faites aux femmes : une loi cadre, quelles initiatives ?
- Fête de l'Humanité : programme.

Ces questionnements ont permis aux participants et participantes de revenir sur des problématiques de contenu : suffit-il de se battre pour des droits pour être féministe ? Quel est l'apport du communisme au féminisme, du féminisme au communisme ? Un parti politique peut-il être féministe ? Alors que les travaux théoriques sur toutes ces problématiques existent, ils ne sont pas assez connus. Je souhaite donc redire ici que des recherches ont été faites, qu'un "petit livre rouge" existe et qu'il est disponible auprès de moi.

La richesse du congrès a été soulignée, un congrès en lien avec les luttes. Des textes qui pour une fois prennent en compte la dimension féministe de nos analyses, propositions, ne se contentant pas de rajouter un paragraphe à la fin d'un chapitre. Satisfaction donc et en même temps regret de nombre de participantes que la parité soit bafouée, qu'elle paraisse aujourd'hui comme un problème alors que les communistes se sont battus pour une parité "outil d'égalité". Il a donc été demandé à Laurence d'intervenir solennellement au CEN pour appeler la direction du Parti à réfléchir aux conséquences d'une telle sous-estimation politique de cette question fondamentale.

Il a donc été décidé de tenir des auditions avec Michel Laurent et Dominique Grador sur cette question de parité pour ouvrir des perspectives en terme de prise de responsabilités et en vue des futures échéances électorales. Une réunion de travail sera programmée à l'automne.

Les violences que subissent les femmes ont fait l'objet d'un long moment d'échanges, il est toujours regrettable que des choses si intimes et si subversives restent dites en petit comité, je

remercie deux camarades de nous avoir fait confiance pour dire des choses si vraies et si douloureuses. Le vécu des femmes est aussi fait de souffrances, refuser la domination patriarcale c'est refuser des propos sexistes, des coups d'un conjoint, c'est être forte... Souvent être militante c'est écouter, accompagner si cela est possible, c'est se révolter !

C'est pourquoi le travail effectué depuis un an au sein du CNDF pour écrire une loi contre toutes les violences faites aux femmes prend tout son sens. Nous avons décidé de programmer une réunion de travail avant l'été, afin d'une mise en commun des premiers éléments dont je disposais. En effet, je participe à la rédaction de ce projet au sein du CNDF. Vous pouvez, pour celles que cela intéresse, vous inscrire auprès de moi et me donner vos disponibilités pour convenir ensemble du moment approprié.

Les camarades ont été unanimes pour condamner ce qui se prépare en Allemagne (*voir articles de ce bulletin, tout est dit*) et elles se sont engagées à participer aux diverses initiatives (*voir agenda*). C'est de notre responsabilité à chacune et chacun d'être dans la rue le 30 mai pour refuser cet esclavage.

Nous attendons la Fête de l'Humanité avec impatience pour rencontrer et débattre très largement de notre alternative politique. Notre commission se donne deux objectifs :

- **réussir deux débats sur deux thèmes** : la loi contre toutes les violences, en invitant nombre d'associations, et la situation des femmes migrantes avec d'autres secteurs du pôle *Droits de la personne*.
- être partie prenante d'un débat sur la précarité, en étant invitée par la commission emploi.

Sans oublier l'organisation de la vente de nos tee-shirts et la diffusion de nos documents. Pour cela, il demeure à trouver un espace, une fédération accueillante.

La vente de nos tee-shirts a déjà rapporté à notre parti 1 190 euros. Il faut poursuivre notre vente militante, j'en appelle aux fédérations car peu ont encore passé commandes.

Enfin, nous allons essayer de décentraliser nos commissions.

Pour conclure, une séance de travail très fructueuse, où les 17 camarades ont toutes et tous pris la parole.

Cécile Jacquet

Femmes en mouvement, changeons l'Europe, changeons le monde ! appel de l'assemblée des femmes au forum social européen – Athènes 6 mai 2006

STOP !

Une Europe différente, l'Europe de tous les peuples, ne sera possible qu'avec la pleine participation et dans l'engagement des femmes dans le mouvement.

Pour ce changement, nous, féministes européennes, femmes migrantes, salariées et chômeuses, jeunes et âgées, femmes lesbiennes, femmes des différentes minorités, femmes des quatre coins d'Europe, nous avons travaillé dans différents séminaires et ateliers pour construire des politiques alternatives.

Nous faisons les propositions qui suivent.

Nous avons travaillé sur :

- les violences publiques et privées
- démocratie et féminisme- rôle du féminisme pour la démocratie.
- la précarité et la pauvreté
- les stratégies féministes en Europe du centre et de l'est et dans le bassin méditerranéen
- le sexisme et la précarité dans la vie des jeunes femmes européennes.
- l'influence des religions dans l'espace politique- Les attaques contre les droits à l'IVG et la contraception.
- la militarisation, les femmes dans les guerres et les territoires occupés.
- l'État social, Bolkestein et les droits des femmes, libéralisation et deregularisation des marchés.
- égalité des droits pour les femmes migrantes- le racisme.
- la marchandisation et la commercialisation des corps des femmes et la traite d'êtres humains
- les discriminations sexuelles dont celles subies par les femmes lesbiennes.

Nous appelons à des campagnes convergentes dans toute l'Europe :

- campagne européenne et loi cadre européenne : grande mobilisation contre les violences faites aux femmes .
- marches européennes contre la pauvreté et la précarité en juin 2007 en direction du G8, avec différentes organisations européennes
- Bolkestein et les droits des femmes : une journée en octobre ou novembre à Bruxelles.
- Coupe du Monde de Foot : campagne contre les bordels et le trafic des femmes.

ALTERNATIVES FÉMINISTES, propositions des séminaires féministes.

VIOLENCES

- Créer une grande mobilisation unitaire contre les violences à l'encontre des femmes au niveau européen
- À l'occasion du 25 novembre 2006 , journée internationale d'action contre les violences de genre subies par les femmes, il faudrait rendre visible des actions communes par une affiche et un mot d'ordre communs dans toute l'Europe.
- Élaboration d'une plate-forme européenne qui pourrait être lancée par une conférence de presse européenne le 25 novembre 2007.
- La plate-forme servirait au lancement d'une mobilisation centrale avant les élections européennes.

QUELLE DÉMOCRATIE POUR UNE AUTRE EUROPE ?

Le rôle du féminisme dans la politique. Comment changer les règles du jeu démocratique en Europe.

PATRIARCAT CAPITALISME, ÉGALITE et DIFFERENCES

- L'égalité hommes/femmes, doit être une valeur fondatrice du processus de construction d'une autre Europe.
- Parité dans toutes les instances nationales et européennes, faute de quoi les listes seront invalidées.
- Abolition du patriarcat, comme a été aboli l'esclavage.
- Lois contraignantes pour empêcher toutes les discriminations.
- Libre circulation des personnes. Arrêt de la pénalisation, de l'exclusion des immigrées.
- Temps gratuit des femmes pris en compte dans une économie radicalement transformée.
- Statut de l'élu-e pour permettre l'exercice effectif du mandat électif.
- Clause de l'Européenne la plus favorisée, qui obligerait les États à appliquer le top de chaque loi pour harmoniser les droits des femmes selon les critères les plus élevés et les plus progressistes. ➤

APPEL d'Athènes (suite)

PRECARITÉ, PAUVRETÉ

- Emplois à plein temps ce qui signifie l'arrêt des contrats précaires et des temps partiels imposés.
- Salaire minimum européen pour toutes les femmes.

DROITS DES FEMMES ET STRATEGIES FEMINISTES DANS LES PAYS D'EUROPE DE L'EST ET CENTRALE : menaces, résistances, alternatives

- Au-delà des structures politiques et des frontières de l'UE, les féministes des pays de l'Est et de l'Ouest renforcent les réseaux d'échange, d'expérience et de solidarité.
- Promotion de leur droits et de leurs conquêtes sociales et politiques dans un respect mutuel et en parfaite égalité.
- Plein accès des femmes d'Europe Centrale-Est à l'arène politique européenne.

SEXISME ET PRÉCARITÉ dans la vie des JEUNES FEMMES en Europe

- But premier de l'atelier : Mise en place d'un réseau européen d'associations, de syndicats, d'organisations de jeunes féministes.
- Première action de ce réseau : participation à la campagne contre la construction d'éros center et du trafic des femmes pendant la coupe du monde de football en Allemagne.

FÉMINISTES POUR UNE EUROPE LAIQUE. Droits des femmes.

Laïcité, démocratie et égalité. Domination politique des religions en Europe.

- Elaboration d'un texte fondateur d'une laïcité européenne faisant l'objet d'une campagne coordonnée dans tous les pays afin de promouvoir et enrichir notre conception d'une Europe féministe, égalitaire et laïque.
- Aucune religion ni structure religieuse ne doit être soutenue par l'Etat ni considérée comme "religion d'Etat". La liberté de religion ne peut être prétexte à la justification de la violation des droits des femmes.

- Le sexisme et l'infériorisation des femmes dans les idéologies religieuses, l'incitation à la haine et à la soumission des femmes, la propagande contre la contraception et l'avortement doivent être combattus activement, au même titre que le racisme et l'homophobie et tomber sous le coup de la loi.
- Les structures religieuses doivent être totalement séparées des structures de l'État et ne doivent disposer d'aucun moyen d'intervention dans la sphère publique.

WOMEN WAR POVERTY AND PEACE

- Sensibiliser sur l'importance de la SCR 1325 pour soutenir les gouvernements nationaux dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques destinées à promouvoir la participation égale des femmes et des hommes à tous les niveaux de prise de décisions et pour faire mieux prendre en compte la résolution 1325 dans les plans d'action nationaux.
- Développer la participation des femmes aux tables de négociation, former les femmes pour les missions de maintien de la paix et garantir la protection des femmes en situation de vulnérabilité dans les camps de réfugié-e-s.
- Punir les crimes de guerre, pas d'amnistie pour les crimes de viol commis durant les guerres.
- Changer la perception qu'ont les femmes : passer de victimes à agents actifs du changement et de la reconstruction en temps de paix.
- Construire un large réseau européen pour SCR 1325.

BOLKESTEIN et les droits des femmes en Europe. La mise à mort de l'état social et ses conséquences pour la vie des femmes et l'égalité des sexes.

- Proposition d'une journée commune d'action en octobre 2006 à Bruxelles pour le retrait de la directive Bolkestein
- Proposition de continuer la lutte contre l'agenda de Lisbonne, la libéralisation économique et la dérégularisation.

27 mai

Distribution du tract unitaire : Stade de France, match France-Mexique, rendez-vous 18h30, sortie RER B, la Plaine-Stade de France, tout au bout de la sortie RER, avant arbres, à gauche; pour les retardataires, avancer vers le stade entrée E

29 mai

Conférence de presse contre la prostitution lors de la coupe du monde, à 11h30, au Sénat, avec Marie-George Buffet

30 mai

Rassemblement, 18 h, ambassade d'Allemagne, rue Jean Goujon, angle avenue du Général Eisenhower, métro Champs-Élysées Clémenceau

10-11 juin

Réunion nationale du CNDF

24-25 juin

Fête du Château à Nice, Colette Mò nous invite pour venir débattre autour de "Le féminisme au cœur de l'alternative politique". Il faut vous inscrire auprès de Cécile.

01 40 12 27 cjacquet@pcf.fr

Retenez dès à présent la date du 15 juin à 18 h

La section de Sète du PCF, Féminisme et communisme Sète, la fédération de l'Hérault du PCF, vous invitent à débattre avec Claudine Legardinier, journaliste du mouvement du Nid, sur la prostitution, des réseaux aux clients, une question toujours d'actualité, mais à laquelle la coupe du monde de foot qui aura commencé en Allemagne renvoie avec la légalité de la prostitution en Allemagne considérée comme un "métier" et l'organisation d'un vaste bordel et la traite de milliers de femmes.

Ce débat aura lieu à la Bourse du travail de Sète rue Jean Jaurès. Faites circuler l'info. Merci.

**Pré-inscription pour la fête du Château
Nice - 24-25 mai 2006**

Je participerai: OUI NON

Je souhaite être hébergée: OUI NON

Tee-shirts

Des **tee-shirts Égalité** sont à votre disposition. Nous avons pris cette initiative pour deux raisons : rendre plus "visible", plus attractif notre engagement lors de manifestations publiques de tous types dans tous lieux et permettre à notre commission de dégager de l'argent pour le Parti. Le coût est de 10 euros.

Vous pouvez les commander, par téléphone, auprès de Cécile Jacquet au 01 40 40 12 27 ou nous renvoyer le bon de commande ci-dessous.

BON DE COMMANDE tee-shirts Égalité

Fédération : _____
nom et adresse

Camarade qui passe commande : _____
nom et prénom, téléphone

nombre

_____ **tee-shirts - taille small à 10 euros** = _____

_____ **tee-shirts - taille large à 10 euros** = _____

Total commande : _____

ci-joint : règlement _____